Afrique subsaharienne : Le FMI prévoit une croissance de 3,6% en 2023

MALI

1326

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 13 AVRIL 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Assemblées annuelles 2023 du FMI et de la Banque mondiale

Le ministre Alousséni SANOU prend langue avec les deux institutions

Tournée régionale de la CAFO : Les recommandations de Koulikoro !

Sécurité routière : Des opérations conjointes de contrôle routier en vue !

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

12 Avril 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

90

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
01	00	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

724 566 Vaccinations incomplètes

3 521 441 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
33 134	32 301	743

dont 13 font l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 12

P. 15

P. 21

/ Une /

Assemblées annuelles 2023 du FMI et de la Banque mondiale : Le ministre Alousséni SANOU prend langue avec les deux institutions — P. 5

/ Brèves /

Sécurité routière : Des opérations conjointes de contrôle routier en vue ! — P. 11
Hausse des températures : Des températures allant jusqu'à 44°c sont attendues en ce mois d'avril — P. 11
Accord de paix et de réconciliation : L'ex-rébellion touareg déclare n'avoir « aucun avenir commun » avec Bamako — P. 11
Paix et sécurité : Think peace sahel plaide pour la femme — P. 12
Weekend-bio : Une 2e édition avec brio — P. 12

/ Actualité /

Tournée régionale de la CAFO : Les recommandations de Koulikoro ! — P. 14
Signature de convention : Le gouvernement et la FAO scellent un partenariat ! — P. 15
Tension entre le gouvernement et les ex-rebelles : La médiation internationale s'active — P. 16
Mali : Au moins 95 personnes tuées durant le premier trimestre 2023 (ONU) — P. 17
HÔPITAL DU POINT G : Plus de 600 décès enregistrés seulement au premier trimestre 2023 — P. 18

/ Politique /

Lettre à grand-père : J'ai fait un rêve ! — P. 20
Mali : Que le propriétaire cesse d'être le spectateur afin que s'arrête le festival des brigands — P. 21

/ Culture & société /

RAMADAN ET DÉLESTAGE : Un vrai casse-tête — P. 23

/ International /

Afrique subsaharienne : Le FMI prévoit une croissance de 3,6% en 2023 — P. 24
Le piège de la dette : L'éternelle antienne contre la Chine — P. 26
Guerre russo-ukrainienne : Chatgpt présente sa solution pour mettre fin à la guerre en Ukraine — P. 27

/ Sport /

Mercato FOOT : Les vues du PSG sur la première League — P. 28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas

Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.

20 tea bags / 100% natural

New York - USA : **+1 347 538 6505** / Mali - Africa : **+223 95 36 37 22**
Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Assemblées annuelles 2023 du FMI et de la Banque mondiale

Le ministre Alousséni SANOU prend langue avec les deux institutions

Le Ministre de l'Économie et des Finances de la République du Mali, M. Alousséni SANOU, participe aux Assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale qui se tiennent en présentiel du 10 au 16 avril 2023 aux sièges des deux institutions à Washington (USA).

Les orientations des plus hautes autorités du Mali en matière de politique économique, financière et budgétaire seront au cœur des discussions que le ministre Alousséni Sanou engage avec plusieurs personnalités des institutions de Bretton Woods, les administrateurs de certains pays au sein de ces deux institutions.

Le ministre Alousséni Sanou et sa délégation ont rencontré le Vice-président Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque mondiale M. Ousmane Diagana et les directeurs sectoriels de l'institution, le lundi 10 avril 2023.

Lors des discussions, le ministre de l'Économie et des Finances a exposé la situation politique, socio-économique et humanitaire réelle du pays, les progrès réalisés ainsi que les perspectives positives malgré les

contraintes liées à la crise multidimensionnelle, à l'absence d'appui budgétaire extérieur, conjuguées au durcissement des conditions de financement dû au resserrement de la politique monétaire mondiale.

L'économie malienne demeure résiliente avec un taux de croissance économique de 3 % en 2021 et de 3,7 % en 2022. Les perspectives restent positives et la croissance du PIB réel est projetée à 5,1% en 2023 et à 5% 2024.

Le ministre SANOU a expliqué les défis à relever sur le terrain notamment l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base (éducation et santé) dans un contexte de retour des populations déplacées, dans le domaine de l'électricité, de l'agriculture et dans le domaine du soutien au secteur privé.

Il a également évoqué toutes les mesures prises par le gouvernement en vue d'une meilleure exécution des projets du portefeuille de la banque mondiale au Mali aux bénéfices de la population.

Le vice-président de la Banque mondiale M. Ousmane DIAGANA a félicité le ministre et, à travers lui, les autorités maliennes pour la bonne tenue des indicateurs macroéconomiques au Mali malgré les difficultés. Il a remercié le Mali pour l'intérêt que les autorités portent au respect de leurs engagements et aux instruments de l'institution.

Enfin, M. Ousmane DIAGANA a donné les assurances de la Banque mondiale à rester engagés aux côtés du Mali dans le respect de ses choix et de ses aspirations.

Le ministre Alousséni SANOU a salué la qualité de la coopération entre la république du Mali et la Banque mondiale tout en félicitant les équipes mobilisées dans le cadre de la réussite de la coopération avec le Mali.

Il a réaffirmé les engagements des plus hautes autorités du Mali à respecter tous ses engagements dans le respect des choix et des intérêts du Mali et de sa population.

La délégation malienne poursuivra des discussions avec d'autres personnalités des institutions de Bretton Woods, les dirigeants de certaines institutions financières et des administrateurs, avec comme axe principal, le développement socio-économique du Mali, la promotion de son secteur privé et la défense de ses choix stratégiques et des intérêts de la population.

Binandjan Doumbia

Financial Afrik

Etap, société nigériane de technologie d'assurance, a annoncé ce mercredi 12 avril avoir lancé le premier produit d'assurance islamique automobile numérique en Afrique dénommé « Etap Takaful » au Nigéria. Cette initiative, souligne-t-elle, entre dans le cadre de la diversification de ses produits afin de bénéficier des niches d'opportunité sur le marché local et mondial de l'assurance Takaful.
#Alerte #Etap #Nigéria

Malick Konate

Aliou Touré : le journaliste malien retrouvé sain et sauf après 5 jours de disparition
« Quel que soit l'auteur de cette pratique, un doigt accusateur sera porté sur l'État qui a la responsabilité de protéger les citoyens »

Del fro

Affaire de ras bath la justice manque t'il de preuve ?

Africa Top Sports

Payer les billets d'avion des coéquipiers, payer parfois des primes en sélection ! L'ancien capitaine des Black Stars dévoile ce qu'il a fait pour la sélection !

Nouhoum Ozil Sountoura

Le nouveau tarif des forfaits que nous réclamons auprès des services des réseaux mobiles.
1Go a 300f durée indéterminée
1,5Go a 500f durée indéterminée
2Go a 700f durée indéterminée
3Go a 1000f durée indéterminée
5Go a 1500f durée indéterminée
10Go a 2500f durée indéterminée
20Go a 4000f durée indéterminée
60Go a 6000f durée indéterminée
Joints ta voix en collant cela sur ton mur.
Seul la lutte libère
internet est très cher

Siramary Konaré

L'antidote de "la grande division", c'est "le grand consensus ".

Salif Diallo

Le Président Assimi Goïta a montré le bon exemple, son père a suivi tout son traitement ici au Mali sans être évacué à l'étranger.

RHHM

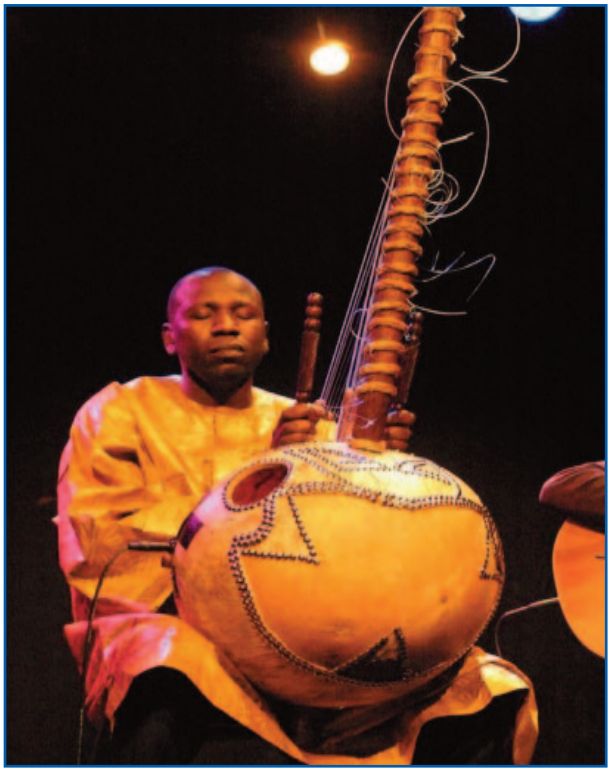
INCROYABLE ! Altercation entre Sadio Mané et Leroy Sané. Selon les informations, l'international sénégalais aurait frappé l'allemand au visage après le match face à Manchester City ! Sadio Mané reprocherait à Sané de lui avoir mal parlé pendant le match et lui aurait adressé un coup au visage dans le vestiaire. Les deux joueurs auraient même été séparés par leurs coéquipiers selon le journal Bild.

Malikunafoni Øfficiel

Maître de la Kora : Ballake Sissoko
Au Mali, quand on parle de Kora, le premier réflexe nous renvoie à la famille Diabaté, celle de Sidiki Diabaté, le grand koraiste de l'Ensemble instrumental du Mali. Aussi bien de son vivant, qu'après sa mort, sa résidence privée à Ntomikorobougou ne désemplit pas d'apprenants.
Mais au Mali, les détentrices du secret de la Kora ne se limite pas à cette seule famille.
Malikunafoni se fait le devoir de vous présenter une autre grande figure de la Kora.
Il s'appelle Ballaké Sissoko, il naquit en 1967 à Bamako. Il est un musicien koraiste malien, issu d'une famille de « djéli » (musicien-conteur de la culture mandingue, assimilable au griot).
Ballaké Sissoko est le fils du musicien Djelimady Sissoko. Autodidacte dans l'apprentissage de la kora, car son père ne souhaitait pas que son premier fils devienne musicien, il intègre l'Ensemble instrumental du Mali à la suite de la mort de son père en 1981, alors qu'il est âgé de 13 ans.
En 1999, il joue avec un autre musicien malien, Toumani Diabaté, le fils aîné du maestro Sidiki Diabaté.
En 2000, il crée son groupe baptisé « Mandé Tabolo » et composé de Mama Draba (chant), Fassery Diabaté (balafon), Adama Tounkara (n'goni) et Aboubacar Dembelé (bolon).
Il rencontre Vincent Ségal lors d'un festival de jazz d'Amiens. En 2009, ils enregistrent ensemble le disque Chamber Music, puis Musique de nuit en 2015. La situation plus difficile des musiciens traditionnels au Mali a conduit Ballaké Sissoko à privilégier une carrière internationale.
Le 4 février 2020, de retour d'une tournée aux États-Unis, il découvre sa kora, confectionnée sur mesure et d'une valeur de plus de 5 000 €, démantelée. Elle est accompagnée d'un mot d'excuse de l'administration fédérale de la sécurité des transports, la Transportation Security Administration (TSA). Selon sa manageuse, Corinne Serres, « même si tous les composants qui ont été démontés étaient intacts, il faudrait des semaines avant qu'une kora de ce calibre puisse retrouver son état de résonance antérieur.» La TSA a cependant nié toute ouverture du bagage en question, qui n'aurait pas déclenché d'alarme durant les scanners de sécurité[9].
Il est marié à la chanteuse Mama Draba.

- 2008 : World Music Charts Europe 2008
- 2009 : Victoire du Jazz du meilleur album international pour Chamber Music avec Vincent Ségal.
- 2016 : Nommé aux Victoires de la musique pour l'album de musiques du monde de l'année avec Musique de Nuit.
- 1997 : Kora music from Mali
- 1999 : Nouvelles Cordes anciennes avec Toumani Diabaté (Hannibal-Ryko / Harmonia Mundi)
- 2000 : Déli (Label Bleu/Indigo)
- 2003 : Diario Mali avec Ludovico Einaudi (label Ponderosa)
- 2004 : Micokosmos Participation avec Ross Daly (label l'empreinte digitale)
- 2005 : Tomara (Label Bleu/Indigo)
- 2008 : Projet 3MA[10] avec Driss El Maloumi et Rajery (label contre-jour)
- 2008 : Thee[11] avec Stranded Horse (Talitres Records)
- 2009 : Chamber Music[12] avec Vincent Segal (No Format!)
- 2011 : Humbling Tides avec Stranded Horse (Talitres Records / No Format!)
- 2012 : At Peace[13] (No Format!)
- 2015 : Musique de nuit[14] avec Vincent Segal (No Format!)
- 2017 : Anarouz[10] avec 3MA, Driss El Maloumi et Rajery (Mad Minute Music)
- 2019 : Sissoko & Sissoko[15] avec Baba Sissoko
- 2021 : Djourou[16] avec Sona Jobarteh, Patrick Messina, Vincent Segal, Salif Keita, Camille, Oxmo Puccino, Piers Faccini, Feu! Chatterton
- 2021 : A Touma (No Format!)

Source : wikipédia



NIANG TV

#Mali : #Mamoudou_Kassogué déplore l'approche d'ensemble du rapport de l'expert indépendant #Alioune_Tine qui est essentiellement à charge.

《 Le climat sécuritaire dans les régions du Centre s'améliore progressivement grâce à la montée en puissance des #FAMa. Le gouvernement regrette que le rapport insinue un manque de volonté ou une incapacité de l'Etat à mener des poursuites contre l'impunité. Des mesures ont été prises pour lutter contre l'impunité, dans le cadre de la politique de tolérance zéro contre les exactions.》

Mali Actu

La Fédération internationale de Football (FIFA) a publié le 6 avril 2023, sa liste de classement des équipes au niveau mondial et continental. Cela, en marge de la journée FIFA à travers le monde. En Afrique, il s'agissait des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN 2023. Dans ce nouveau classement, le Mali chute de huit points au niveau mondial passant de 45e à 53e et de deux points au niveau continental,

Danouma Ismael TRAORE

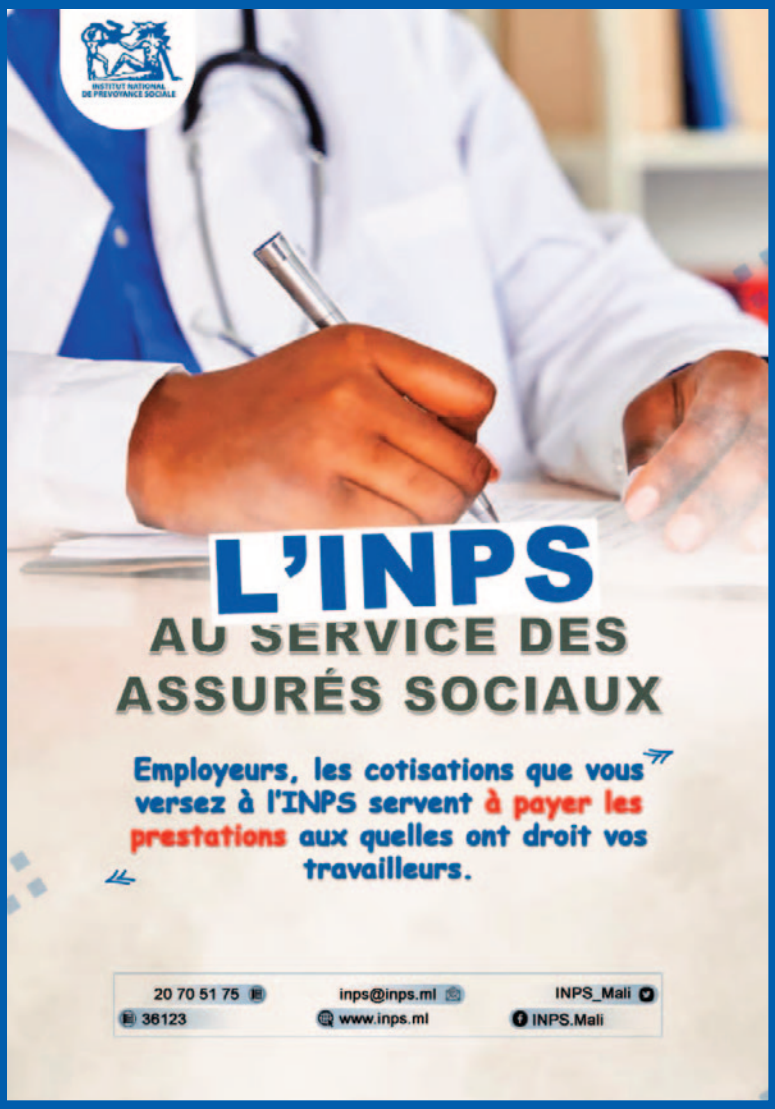
#Burkina Selon les informations de l'#Evénement, il y a des grincements de dents au sein des hommes des Bataillons d'Interventions Rapides (#BIR). Le journal explique que les éléments affectés à la sécurité rapprochée du capitaine Ibrahim Traoré sont "choyés" alors que...

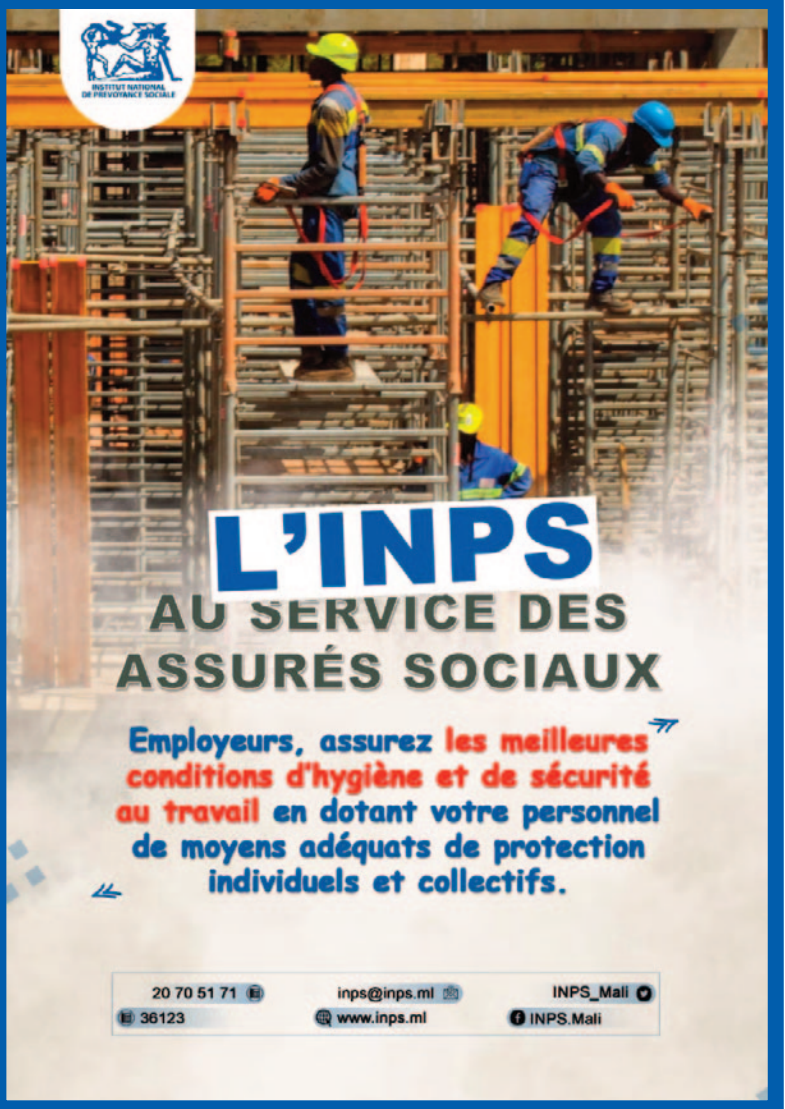
Larmes des pauvres

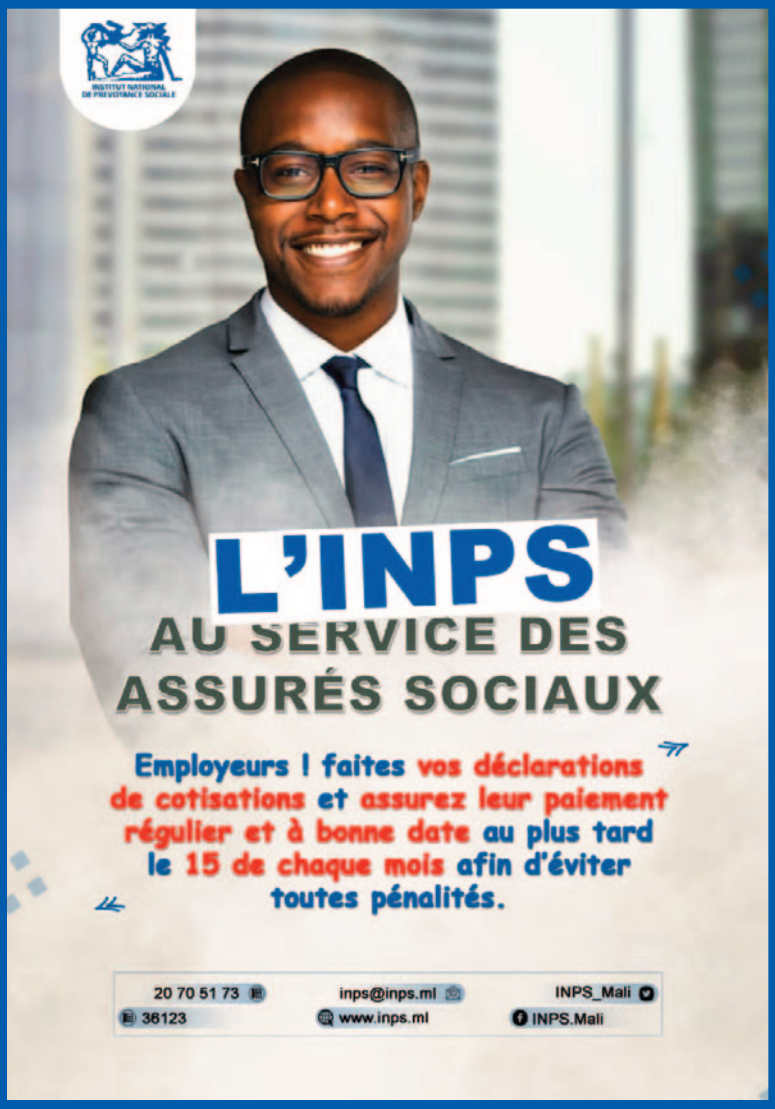
#Mali -- Selon @Idarfa, le groupe terroriste #EIGS s'est repositionné ce 10 avril à une cinquantaine de Km au nord-est de #Ménaka. Le maintien de cette position constituerait un isolement de #Kidal & Ménaka

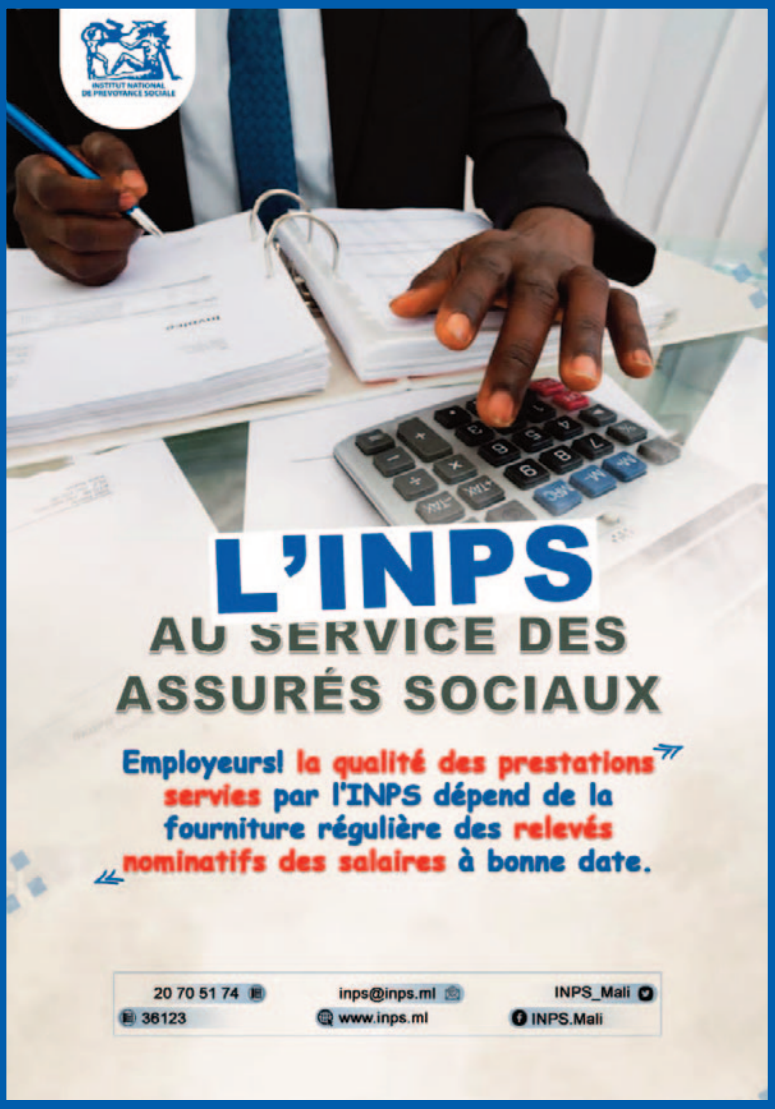
Ali B. Timbiné

#Mali Iyad a sollicité un nouveau renfort des hommes de Koufa (#KatibaMacina) pour faire face à l'avancée de l'#EIGS sur les territoires du #JNIM au Nord du pays. Ces dernières années, sa stratégie de "transfert des tensions" au Centre avait apporté une relative accalmie au Nord.


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.
20 70 51 75
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.
20 70 51 71
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.
20 70 51 73
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.
20 70 51 74
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali

Sécurité routière : Des opérations conjointes de contrôle routier en vue !

Une convention a été signée entre le Ministère des Transports et des Infrastructures et celui de la Sécurité et de la Protection civile pour des opérations conjointes de contrôle sur les routes.

Cette convention a été signée le mardi 11 avril 2023, au cours d'une cérémonie sobre présidée par les ministres Dembélé Madina Sissoko et le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine. La convention sera matérialisée par des actions concertées entre l'Agence nationale de la Sécurité routière (ANASER), la Gendarmerie nationale et la Police. Elle vise à prévenir les risques d'accident de la circulation routière. C'est dans cette optique qu'il est prévu 58 opérations conjointes ANASER/Police nationale dans les villes de Bamako, Kayes, Koulikoro, Kati, Sikasso, Ségou, San, Mopti, Fana, Bougouni, Koutiala, Kita et Kéniéba, ainsi que 72 opérations conjointes ANASER/Gendarmerie nationale en rase campagne, sur les principaux axes routiers.
L'excès de vitesse, le non-port de la ceinture de sécurité, la conduite sous l'emprise d'un état alcoolique ou sous l'effet de stupéfiants, le surnombre de passagers, le dispositif lumineux défectueux, le transport mixte et l'état défectueux des véhicules, sont notamment les infractions ciblées au cours desdites opérations de contrôle routier.

Binadjan Doumbia

Hausse des températures : Des températures allant jusqu'à 44°c sont attendues en ce mois d'avril

Depuis fin janvier, on constate une force chaleur à Bamako et ses environs. Le mois de ramadan coïncidant avec la canicule, les Maliens ne savent plus sur quel pied danser. La météo annonce en ce mois d'avril des températures allant jusqu'à 44°C.

Mme Diabaté Fanta Sangho, chargée de communication de l'Agence malienne de la météo nous explique que malgré cette force chaleur de fines pluies pendant ce mois avril sont attendues à Bamako. "Nous prévoyons encore de la chaleur et des fines pluies qui pourraient tomber sur le pays par moments surtout dans la partie sud du pays", dit-t-elle. A en croire Mme Diabaté, en plus de cette chaleur et de fines pluies, il faudrait également s'attendre à des vents qui pourraient souffler à tout moment et pourraient aussi réduire considérablement la visibilité précisément dans la partie nord du pays comme on l'a plusieurs fois remarqué les années passées. Cette chaleur a des conséquences sur les enfants et les personnes âgées et Mme Diabaté conseille de veiller sur eux car leurs corps réagissent mal à la soif.
Cette montée des températures occasionnent beaucoup des maladies comme les crampes musculaires, l'épuisement qui peut conduire à la déshydratation chez les personnes âgées, les enfants, les personnes qui transpirent beaucoup qui perdent beaucoup d'eau. "La chaleur engendre beaucoup de pathologies qui ne sont pas spécifiques mais qui sont liés à la chaleur. Il faut juste boire beaucoup d'eau pour éviter les pathologies que la chaleur peut engendrer", laisse entendre le médecin généraliste, Moussa Harry Maïga. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, les vendeurs d'eau fraîche et de glace se frottent bien les mains. Elles s'arrachent comme du petit pain.

Fatty Maïga (Stagiaire) / Source : Mali Tribune

Accord de paix et de réconciliation : L'ex-rébellion touareg déclare n'avoir « aucun avenir commun » avec Bamako

« La solution de la séparation Mali-Azawad (nom donné au Nord du Mali par les ex-rebelles) en deux Etats totalement distincts s'impose, et nous travaillerons à sa concrétisation, quoi que cela va coûter », a affirmé Atéyoub Ag Batey, l'un des leaders du groupe indépendantiste du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Il a déploré « l'absence totale d'issue pour la mise en œuvre de l'accord » et dénoncé « le mépris et les coups bas » de l'État malien dirigé depuis 2020 par des militaires. Batey a aussi accusé la médiation internationale, qui s'emploie depuis des semaines à rapprocher les parties, d' « ambiguïté » et de « tergiversation ». Il a tenu ces propos lors d'une cérémonie à Kidal fêtant la proclamation unilatérale de l'indépendance par un de ses principaux groupes armés le 6 avril 2012.
Cette proclamation faisait suite au soulèvement des indépendantistes rejoints par les salafistes et à la prise des grandes villes du nord, dont Kidal. Les indépendantistes avaient ensuite signé un accord de paix et de réconciliation avec le gouvernement malien en 2015 tandis que les groupes jihadistes continuaient le combat contre l'État malien et que le pays s'enfonçait dans une profonde crise sécuritaire.
Cet accord de paix est aujourd'hui menacé, faisant craindre une reprise des hostilités entre les anciens rebelles et l'armée malienne. Le mercredi 5 avril dernier, l'ex-rébellion touareg a dénoncé comme une «provocation» le survol de la ville stratégique de Kidal, sous son contrôle, par des avions de l'armée nationale.

A Diallo /Source : Nouveau Réveil

Paix et sécurité : Think peace sahel plaide pour la femme

L'ONG Think Peace Sahel a organisé un panel par visioconférence via l'application Zoom auquel ont participé plusieurs acteurs du secteur "paix et sécurité" la semaine dernière. Le panel relayé par la WebTV-Paix à son émission "Ben Kènè", avait pour but de faire le contour de la question "Femme et sécurité au Sahel" afin de dégager des résolutions sur la problématique.

Ils étaient, entre autres, le coordonnateur national de l'ONG Think Peace Sahel, Abdou Kassim Fomba, Mme Coulibaly Madeleine Maïga, ancien magistrat et commissaire à la Commission justice, vérité et réconciliation (CVJR), Zeinabou Cissé de la société civile à Tombouctou. Il était question de diagnostiquer l'implication de la femme dans la lutte contre l'extrémisme violent et le radicalisme au Sahel. Pour au final booster les politiques de promotion de l'implication des femmes dans la résolution de conflits et leur prévention au Sahel. Lors des discussions, le constat était unanime chez tous : "Les femmes sont moins impliquées dans les différentes résolutions de crise et sont moins concernées pour la prévention". Bien que leur rôle soit très important, a regretté le coordonnateur de Think Peace. Les causes sont d'ordres culturels et religieux selon les deux panelistes femmes, Madeleine Maïga et Zeinabou Cissé. Pour elles, la femme doit de plus en plus être considérée pour une gestion définitive et réussie des conflits.

"Si c'est seulement les hommes qui participent aux discussions et à la prise de décision pour la gestion des conflits, les aspects liés à la femme ne seront pas pris en compte", a appuyé, le coordonnateur de l'ONG pour préciser que ces aspects sont très importants pour une résolution adéquate. Ce que l'ONG Think Peace ne néglige point, dira-t-il.

Dans ses initiatives de lutte contre l'extrémisme violent, dans plus de 100 localités, l'ONG fait participer des femmes à des discussions et propositions de solutions à travers des groupements informels (tontines). Et l'ONG arrive à poser des résultats impactant positivement certains conflits aujourd'hui. Dans les conclusions des débats, les panélistes ont invité les décideurs du pays à impliquer la femme dans la gestion des conflits et la prévention contre l'extrémisme violent et le radicalisme. Pour ce faire, selon eux, il faudrait que les femmes soient de plus en plus solidaires entre elles d'abord et que les textes appuyant la promotion de la femme et la jeunesse soient appliqués en toute entièreté. "Sans la femme, pas de paix !", ont conclu les conférenciers qui étaient suivis par une cinquantaine de personnes, via Zoom.

Koureichy Cissé / Source : Mali Tribune

Weekend-bio : Une 2e édition avec brio

Le siège de l'Association malienne pour la solidarité et le développement (AMSD) à Kalabancoro, a abrité pour la deuxième fois consécutive le week-end dernier, le marché des produits agricoles exclusivement biologiques appelé "Weekend-Bio". L'initiative était placée sous le thème de la promotion de l'agro-écologie et la production 100 % bio.

Un marché de légumes et de fruits 100 % biologiques a ouvert ses portes ce week-end au siège de l'AMSD. Des oranges, des oignons, du gombo frais, des aubergines, du melon... étaient vendus entre 500 et 800 F CFA le kilo. Des produits à base tout simplement d'engrais organiques sans aucun produit chimique ni pesticide, et surtout certifiés, selon l'initiateur, Hamidou Almamy Diawara, président de l'AMSD. A côté des légumes, on y trouvait aussi des poulets et coqs de race locale entre 3000 et 6000 F CFA l'unité. Lors de la cérémonie d'ouverture en présence du directeur national de l'agriculture, Oumar Tamboura, Mme Traoré Fatoumata Coulibaly du ministère du Développement rural, du président de l'Association des consommateurs du Mali (Ascoma), Makan Fofana, du président de l'AMSD, Hamidou Diawara... plusieurs intervenants ont vanté l'intérêt de la consommation d'aliments à 100 % biologiques. "Sans alimentation saine, il n'y a pas de santé saine", a lancé le directeur national de l'agriculture, Oumar Tamboura avant d'être appuyé par Boubacar Touré de la protection civile qui observe qu'"il existe beaucoup de maladies aujourd'hui qui n'existaient avant. La plupart d'entre elles sont causées par ce que nous consommons". Pour le moment ce Weekend-bio est la seule opportunité de vente en lieu public de produits 100 % bio, ont confié Tidiani Coulibaly et Bintou Diabaté. Tous les deux sont des producteurs sur place. "Je cultive à Farabana. J'ai un champ de 4 hectares. J'y cultive beaucoup de choses", a fait savoir Tidiani Coulibaly. "Les gens vont s'approvisionner soit à Farabana soit c'est moi qui leur livre ici à Bamako", a-t-il poursuivi même s'il n'a pas de magasin pour le moment à Bamako. "Ce serait un peu cher pour moi tout de suite pour ouvrir un magasin bio ici à Bamako. Je n'ai pas le fonds nécessaire, sinon ça m'arrangerait", a-t-il déclaré. Aux dires d'Hamidou Diawara, la première édition n'a pas connu assez d'engouement, car "les gens n'étaient pas beaucoup informés. Cette fois, ça va, il y a du monde", a-t-il rappelé. Dans ses ambitions, M. Diawara compte pérenniser cette initiative de marché-bio, progressivement mensuel avant d'être hebdomadaire, voire permanent. C'est important de cultiver bio, d'abord pour l'environnement ensuite pour la santé humaine, a confié le président de l'AMSD et l'initiateur de "Weekend-bio". Le Weekend-bio, c'est à Kalabancoro au siège de l'AMSD.

Koureichy Cissé / Source : Mali Tribune

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI** ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Tournée régionale de la CAFO : Les recommandations de Koulikoro !

Dans le cadre de sa tournée dans les capitales régionale, une délégation du bureau exécutif de la Coordination des Associations et ONG féminines (CAFO) conduite par Mme Fanta Sangaré et Mme Coulibaly Fatouma est arrivée à Koulikoro le vendredi 7 avril 2023. A son arrivée, la délégation a été accueillie par la coordinatrice régionale de la CAFO de Koulikoro, Mme Binta Diallo. A la suite, la délégation a effectué une série de visites de courtoisie. Ces visites ont débuté à la Direction régionale de la Femme, de l'Enfant et de la famille où la délégation a été reçue par la directrice régionale, Mme Bocoum Aoua Guindo.

Après les mots de bienvenue de la directrice régionale, Mme Coulibaly Fatouma Sangaré a expliqué l'objectif de la tournée. « **L'objectif principal de cette mission, c'est de partager le document de plan stratégique avec notre base. Il s'agit de sensibiliser les femmes afin de les motiver à s'impliquer dans les différentes échéances électorales à venir. Nous allons aussi, au cours de cette mission, inviter les femmes du Mali à soutenir la transition** », a-t-elle indiqué. Elle a également insisté sur la consolidation de la paix et de l'unité au sein de la faitière des femmes du Mali.

Seconde étape : la visite de courtoisie chez le gouverneur de la région de Koulikoro, le colonel Lamine Kapory SANOGO qui a reçu la délégation par ces mots : « **Je suis très heureux de vous accueillir pour parler d'un sujet d'une importance mondiale** ». Le chef de l'administration de la région de Koulikoro a insisté sur le rôle important de la femme dans la construction du pays. Après avoir énuméré les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées, l'officier de l'armée malienne a fait des propositions à ses hôtes. « **Moi je souhaiterais que vous mettiez dans vos recommandations l'accès des femmes aux terres agricoles** », dit-il avant de rendre à hommage aux femmes fonctionnaires qui font un travail remarquable dans la région de Koulikoro.

Un débat houleux

Le samedi 8 avril 2023, dans son mot de bienvenue, la coordinatrice de la CAFO régionale de Koulikoro a salué cette initiative du bureau exécutif. Binta Diallo a profité de l'occasion pour inviter les femmes de Koulikoro à faire des propositions pertinentes pour le bonheur des femmes du Mali.

Pour sa part, la directrice régionale de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a salué la résilience des femmes malienne à l'insécurité, aux sanctions jugées « **illégales, illégitimes et inhumaines** » de la CEDEAO et de l'UEMOA. Elle a également salué l'unification de la CAFO et l'élaboration du plan stratégique quinquennal.

Pour elle, le premier défi pour les femmes en matière de participation aux élections, c'est le referendum. « **Il faut que les femmes s'en approprie** », prêche-t-elle.

Quant à la cheffe de mission, Mme Fanta Sangaré, elle a encouragé les femmes de Koulikoro à faire des recommandations allant dans le cadre de l'enrichissement du Plan stratégique quinquennal.

Pour sa part, Mme Coulibaly Fatouma Sangaré a brièvement expliqué le contenu du Plan stratégique quinquennal de la CAFO. Les femmes de Koulikoro ont été invitées à s'intéresser aux questions électorales et à voter pour les femmes candidates.

Les recommandations de Koulikoro

Après un débat houleux, mais avec des tons respectueux, les femmes de Koulikoro ont formulé des recommandations. Elle sont, entre autres : l'augmentation du nombre des représentantes des femmes dans les commissions locales ; l'accompagnement des femmes après les formations ; la prise en compte des coordinations régionales pour les projets ; l'implication des jeunes femmes dans les activités de la CAFO ; l'élaboration du manuel de procédure financière et administrative ; le remembrement du bureau ; la création d'un compte bancaire ; la dotation de la CAFO régional de Koulikoro d'un siège permanent et équipé ; la tenue régulière des réunions statutaires ; la décentralisation des activités de la CAFO au niveau régional ; la délocalisation de l'activité phare du 8 mars à Koulikoro en 2024 ; et la participation des coordinations régionales à la CSW au nom de la CAFO

Il faut préciser que le plan stratégique a été financé par la coopération canadienne à travers le Projet VLF. Musoya (Voix Leadership des Femmes).

Boureima Guindo

Signature de convention : Le gouvernement et la FAO scellent un partenariat !

Le ministre du Développement Rural, Modibo Keita a présidé la cérémonie de signature de deux documents de projets entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) dans la salle de conférence du ministère du Développement Rural. C'était en présence du ministre délégué chargé de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba, du représentant de la FAO au Mali, des responsables des services rattachés du ministère du Développement Rural et des Coordinateurs des Projets et Programmes.

Le représentant de la FAO au Mali, Mamadou Mansour N'Diaye s'est réjoui de ce partenariat de longue date entre le Gouvernement du Mali et la FAO. « **Nous avons défini des priorités. Ces priorités nous ont permis de déterminer, dans le cadre du programme de coopération technique de la FAO, d'entendre avec vous et vos collaborateurs des sujets majeurs autour desquels vous avez souhaité qu'on avance** » a indiqué Mamadou Mansour N'Diaye.

Il a rassuré que cette signature, portant d'une part sur le document de coopération technique portant sur l'appui à l'entreprenariat des femmes et des jeunes dans la gestion intégrée de l'eau dans la chaine de valeur des activités de maraichage dans les régions de Gao et Tombouctou et d'autre part un document de contribution au Développement de la chaine de valeur viande au Mali en appui à la stratégie du Gouvernement pour l'exportation le réjoui. En outre, il a souligné que le projet se propose aussi de soutenir le plan d'investissement sur la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation de la viande.

D'entrée de jeu, le ministre du Développement Rural, Modibo Keita a remercié et félicité les cadres qui ont œuvré à l'aboutissement de ces deux projets et les a rassuré de son accompagnement. Il a aussi remercié la FAO et l'ensemble des acteurs pour leur engagement. Il dira que ces deux projets s'inscrivent sans nul doute dans les stratégies du ministère du Développement Rural qui visent à créer des emplois décents et de la richesse en vue de réduire la pauvreté en milieu rural et améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs ruraux.

« **250 femmes et jeunes seront directement bénéficiaires du Projet d'Appui à l'entreprenariat rural des femmes et des jeunes dans la région intégrée de l'eau dans la chaine de valeur des activités de maraichage dans les régions de Gao et de Tombouctou** », a-t-il indiqué.

Faudrait-il le préciser, cette signature de deux documents de projets porte d'une part sur le Projet d'Appui à l'entreprenariat rural des femmes et des jeunes dans la gestion intégrée de l'eau dans la Chaine de Valeur des activités de maraichage dans les régions de Gao et de Tombouctou d'un montant de 203 952 510 FCFA et d'autre part sur le Projet Contribution au développement de la chaine de valeur viande au Mali en appui à la stratégie du Gouvernement pour l'exportation d'un montant de 122 494 000 FCFA permettra de mettre en valeur la filière de la viande. La signature des deux documents par les deux parties a mis fin à la cérémonie.

Ibrahim Sanogo

Tension entre le gouvernement et les ex-rebelles : La médiation internationale s'active

Le survol des avions de chasse de l'armée malienne la semaine dernière a fait monter d'un cran l'escalade des tensions entre le gouvernement malien et les ex-rebelles indépendantistes de Kidal. Dans ce contexte la médiation internationale s'active pour que le scénario de 2012 ne se répète pas.

Alors que la coordination des Mouvements de l'Azawad vient juste de fêter le 11e anniversaire de l'indépendance de l'Azawad proclamé unilatéralement le 6 avril 2012. A la veille de cette commémoration, des avions de classe de type Soukhoï et L-39 Albatros de l'armée malienne ont survolé plusieurs villes du Nord Mali sous contrôle de la CMA y compris la ville de Kidal, bastion des ex-rebelles signataires de l'Accord d'Alger.

Ce survol considéré comme un incident, a fait monter d'un cran les tensions inédites déjà très vives depuis décembre 2022 où la CMA s'est retirée du Comité de suivi de l'Accord dénonçant une" véritable lenteur" dans la mise en œuvre dudit Accord demandant une intervention de la médiation internationale en terrain neutre pour discuter des pistes de solution.

Dans ce climat de tension, de méfiance politique et d'incertitude sécuritaire récurrente entre la partie gouvernementale et les ex-rebelles, il y a plus des questions que des réponses. Se dirige-t-on tout droit vers le scenario de 2012 ? Les conditions qui ont favorisé le scenario de 2012 sont-elles présentes en 2023 ? Les nouvelles donnes géopolitiques actuelles dans le Sahel sont-elles favorables à la configuration de 2012 ?

Avec l'incident de la semaine dernière, la méditation internationale s'active pour éviter l'escalade de la violence et préconise le dialogue entre les deux parties et non le crépitement des armes afin d'éviter le scénario de 2012. Pas le moindre communiqué officiel sur cette séquence explosive côté gouvernement. Selon nos informations la médiation internationale a formellement demandé à la CMA en dehors du communiqué officiel de s'abstenir de toute sortie ou déclaration médiatique pour ne pas davantage mettre de l'huile sur le feu pour ne pas capoter les pourparlers entamés par la médiation avec l'Etat malien. Une information confirmée par l'un des porte-paroles de la CMA, Mohamed Ramadane. « On va leur donner la chance de mener bien leur démarche », m'a-t-il confié. Pour Ibrahima Harane Diallo, journaliste-Politologue, Chercheur à l'Observatoire sur la prévention et la Gestion des Crises au Sahel, le scénario de 2012 pourrait difficilement être envisageable même si à la fois on assiste à l'émergence des signaux qui vont dans le sens de l'émergence de de scénario.

« L'apparition du chef de JNIM à Ménaka en février dernier et les différents pourparlers ayant eu lieu avec des légitimités traditionnelles et le moment choisi est un élément important à prendre en compte. Il est, toutefois, important de noter, également des nouvelles réalités qui sont d'actualité notamment la montée en capacité stratégique et opérationnelle de l'armée malienne. Sur le terrain de la belligérance, deux possibilités militaires sont essentielles. La liberté d'action et la capacité de concentration face à un objet militaire », a-t-il expliqué en ajoutant que le recours à la force pour résoudre les problèmes n'est pas une voie appropriée pouvant donner naissance à des résultats efficients. « Bamako doit profiter de l'évolution actuelle des rapports de force pour imposer la paix par le dialogue », préconise-t-il.

Ousmane Mahamane
Source : Mali Tribune

Mali : Au moins 95 personnes tuées durant le premier trimestre 2023 (ONU)

Le rapport trimestriel du secrétaire général des Nations-unies a aussi décelé une augmentation du nombre de déplacés.

Conformément à son mandat, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unis pour la stabilisation au Mali (Minusma) a rendu public son rapport couvrant le premier trimestre 2023. Selon ce document, 224 violations et atteintes aux droits humains ont été commises durant cette période, occasionnant la mort d'au moins 95 personnes dont 82 hommes, 5 femmes et 8 enfants. Par ailleurs, 87 autres personnes ont été blessées dont 38 hommes, 19 femmes et 30 enfants.
La mission onusienne au Mali a recensé 42 victimes d'enlèvement ou de disparation forcée.
Les groupes extrémistes violents sont les principaux auteurs d'actes de violence commis contre des civils. Le rapport relève 170 cas d'atteintes dont ont été victimes 116 hommes, 21 femmes et 33 enfants. De plus, la note rapporte que des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ont été commises lors d'opérations militaires menées par les Forces armées maliennes, notamment lors d'opérations auxquelles du personnel de sécurité étranger et des dozos (chasseurs traditionnels) avaient pris part. Aussi, 55 cas d'arrestation et de détention arbitraires ont été enregistrés lors d'opérations militaires.

Le recrutement d'enfants par des groupes armés

Le document fait aussi état d'une augmentation du nombre de violations graves commises contre des enfants. Ainsi de 215 cas à la période précédente, ils sont 264 enfants à être victimes de violations. Parmi ces enfants, au moins 134 avaient été directement touchés. Ces violations comprenaient le recrutement et l'utilisation (135 cas), le meurtre ou les atteintes à l'intégrité physique (61 cas), les violences sexuelles (4 cas), les enlèvements (19 cas), les attaques contre les écoles et les hôpitaux (31 cas) et le refus d'accès humanitaire (14 cas). Parmi les 135 enfants recrutés, 67 ont quitté les groupes armés pendant la période considérée, 15, dont trois filles, ont été enlevés et recrutés de force et une fille a été enlevée à des fins sexuelles.
Cette situation tend à prouver que l'insécurité au Mali est non seulement persistante, mais grandissante, entraînant une augmentation du nombre de personnes déplacées, passant de 350 000 en janvier 2022 à plus de 412 000 en décembre 2022. En outre, 175 000 autres personnes se sont réfugiées dans les pays voisins. Cette année, 8,8 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire. Ce chiffre a augmenté de 17 % par rapport à 2022 du fait des déplacements liés au conflit, des chocs climatiques et de l'insécurité alimentaire. Au total, 5,1 millions d'enfants (ce qui représente une augmentation de 59 %) ont besoin d'aide et 1,4 million (ce qui représente une augmentation de 21 %) souffrent de malnutrition aiguë. Les intervenants humanitaires ont demandé 751,4 millions de dollars pour venir en aide à 5,7 millions de personnes, mais l'accès humanitaire reste très difficile.
L'insécurité qui prévaut au Mali limite considérablement la présence des autorités publiques. Le rapport de la MINUSMA indique qu'en janvier, 110 (soit 44 %) des 245 représentants des autorités administratives (gouverneurs, préfets et sous-préfets) avaient pris leurs fonctions dans les régions du centre et du nord du pays. Tous les gouverneurs se trouvaient dans leur lieu d'affectation, mais seuls 67 % des préfets et 38 % des sous-préfets étaient en poste.

MD/ac/APA

HÔPITAL DU POINT G : Plus de 600 décès enregistrés seulement au premier trimestre 2023

Considéré comme l'un des hôpitaux les plus fréquentés de la capitale malienne, le Centre Hospitalier Universitaire du Point G (CHU-Point G) se trouve menacé dans son fonctionnement. Une triste réalité qui est consécutive à des séries de grèves internes savamment orchestrées par des travailleurs sans foi ni loi qui foulent aux pieds le serment d'Hippocrate. Tout en multipliant les pertes en vies humaines.

Pourtant très sollicité, l'Hôpital du Point G semble avoir en son sein des brebis galeuses qui, pour des raisons inavouées, trouvent chaque fois le moyen de perturber le bon fonctionnement de cette structure hospitalière. Une situation qui pousse à s'interroger : l'hôpital du Point G est-il le bien privé d'un groupuscule de personnes, qui, à cause de leurs intérêts sordides, n'hésitent pas à semer le désordre au sein de ce centre hospitalier ? Pour qui roulent ces grévistes ? Que cherchent-ils finalement ? Ces questions méritent humblement d'être posées au regard de la recrudescence des grèves dans cet hosto au détriment des usagers.
En effet, la situation actuelle de l'hôpital du Point G donne l'impression que ces syndicats grévistes véreux profiteraient bien de ces arrêts de travail. Car serraient à la solde d'apatrides tapis dans l'ombre avec des agendas cachés.

Le serment d'Hippocrate bafoué !

La posture des syndicats grévistes du CHU du Point G est préjudiciable au serment d'Hippocrate qui stipule que la vie humaine est sacrée et n'est comparable à aucun intérêt. Mais au lieu de mettre l'intérêt des usagers au-dessus de l'intérêt personnel, ces semeurs de désordre profitent du syndicalisme pour porter atteindre aux droits à la santé.
Face aux conséquences de ces grèves sur la population, notamment le patient qui n'a d'espoir que le personnel soignant, ces grévistes doivent répondre de leurs actes même si syndiquer est et demeure un droit. C'est une situation qui interpelle les autorités de la transition. Celles-ci doivent prendre des dispositions nécessaires pour que les luttes syndicales soient désormais ordonnées dans les hôpitaux. Cela y va de l'intérêt du Mali Kura, qui se construit aussi sur le changement de comportement. Sachant que le pays traverse la période la plus difficile de son existence, l'heure n'est pas à la perturbation, surtout dans les hôpitaux. Au contraire, en plus de laisser les intérêts personnels de côtés, chacun doit tirer toutes les leçons du passé pour amener le bateau Mali à bon port.

La vie des malades importe-t-elle peu pour les grévistes ?

La situation de grève au Point G donne l'impression que l'on oubli ce que signifie le serment d'Hippocrate pour un médecin. Dans une note qui circule, le Médecin légiste Dr Brahima DICKO a rendu public un bilan sombre des grèves au niveau dudit hôpital.
À l'en croire, le Point G vit une phase critique non sans incidence du contexte socio-professionnel qui prévaut (avec un environnement social trouble, qui a un effet certain sur le nombre de patients admis et donc sur le nombre de décès).
Selon lui, il est recensé pour ce seul premier trimestre 2023 (janvier-février-mars) plus de six cents (600) décès toutes causes confondues. « Il faut rappeler que les débrayages répétés et depuis le 06 Février 2023, sans discontinuité en rétrécissant l'offre de soins, incidemment, impactent le pronostic des personnes prises en charge. Malgré le service minimum le délai de prise en charge se trouve allongé autant pour les cas d'urgence que pour les personnes programmées dans tous les secteurs de soins hospitaliers », ajoute-t-il. Avant de poursuivre que l'effort de tous les acteurs (soignants et autorités investies de la gestion) pour un retour au fonctionnement attendu des populations est une nécessité première.
Pour le Dr Dicko, ce chiffre majeur de décès enregistrés (200 cas par mois en moyenne dont certains évitables) exige une résolution diligente et holistique des problèmes au bénéfice des usagers désespérés en attente anxieuse de soins. « Chers confrères la responsabilité morale est collective sans occulter celle individuelle et médico-légale dont chacune et chacun sera comptable », a-t-il conclu.

Adama Coulibaly
Source : Nouveau Réveil

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Lettre à grand-père : J'ai fait un rêve !

Grand-père ! J'ai fait un rêve cette nuit. Un rêve où tout était rose. Tout était clair ! La transition avait tout compris. Que le Mali était plus important que quelques hommes ! Que quelques ambitions cupides et égoïstes ne devraient pas nous amener à tout ébranler. Que l'on ne pouvait continuer à suivre des hommes qui ne savent pas et qui ignorent tout du monde, de l'Afrique et de la sous-région. Des hommes qui ignorent tout d'un état et de ses institutions.

Oui grand-père ! J'ai fait un rêve, j'ai vu des Maliens du Sud et du Nord, main dans la main s'asseoir et dialoguer. Ce n'était plus l'épée d'un Accord qui tranchait mais l'avenir du Mali de Kayes à Kidal. J'ai fait un rêve ! Où les Maliens avaient compris que Kayes pouvait être le Kidal de demain et que Bougouni pouvait devenir Taoudenni. Et qu'il fallait décentraliser et déconcentrer le pouvoir. Renforcer l'Etat par les collectivités. Le gouvernement seul n'en pouvait plus !

J'ai fait un rêve ! Grand-père ! Les Maliens avaient compris que l'Accord d'Alger ne devrait être interprété que par des constitutionnalistes et des institutionnalistes et non n'importe quel profane confondant, pays et Etat, Etat et gouvernement, le gouvernement et les autres pouvoirs. Profane qui ne sait point que dans un pays tout doit être dans la Constitution et qu'une Cour constitutionnelle contrôle tous les actes dans la République pour les annuler s'ils sont anticonstitutionnels.

Oui grand-père ! Les Maliens avaient compris que le statut du président de région qu'il soit élu directement ou indirectement, était d'abord voté par une Assemblée nationale et promulgué par le président de la République. Que l'on soit président de région ou gouverneur de région, que les collectivités et le gouvernement devraient juste former l'Etat et qu'un parquet général contrôle tous les actes et qu'il punit s'ils violent la loi. Et que dans tout ça, oui grand-père, le directeur de la Sécurité d'Etat avait la main pour sécuriser les institutions de la République et l'intérêt supérieur de la nation.

On avait compris dans mon rêve que désormais la politique nationale et internationale incombait au gouvernement. Et que des hommes et des femmes élus à Sikasso, recrutés à Sikasso et domiciliés à Sikasso, devraient penser, réfléchir et élaborer des plans pour développer Sikasso. Le tout sous le suivi, l'évaluation et la sanction d'un gouvernement et la justice. Les régions étaient entre elles en compétions sans attendre les zakats d'un ministre ou d'une ONG internationale.

Oui grand-père, le gouvernement était désormais indispensable par l'intelligentsia de l'élaboration de politiques, de suivi, d'évaluation et de sanctions. Et alors, l'agriculture de Sikasso, le commerce de Mopti, l'uranium de Gao, le pétrole de Kidal, l'or de Kayes, le tout industrialisé et développé, faisant du Mali un pays uni et prospère et indivisible parce que paisible.

Une armée forte et républicaine, une justice indépendante et une diplomatie audible nous rassemblaient sous l'emblème de la République du Mali démocratique, laïque et sociale. Des écoles, des universités, des hôpitaux et des routes, oui cher grand-père, le même développement qui a uni les 52 Etats des Etats-Unis d'Amérique, unissait les 8 régions du Mali. J'ai fait ce rêve où ceux qui ne savent pas ont accepté de se taire et écouter ceux qui savent. J'ai fait ce rêve ou le mépris, la haine et la méfiance ont été remplacés par l'amour, la fraternité et la sagesse. J'ai fait ce rêve et je prie qu'il se réalise de Kayes à Kidal. Amine. Sincères condoléances au président de la Transition, chef de l'Etat. Que le paradis soit la demeure du Papa. Amine. Ma 63e lettre. A mardi. Inch'Allah !

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune

Mali : Que le propriétaire cesse d'être le spectateur afin que s'arrête le festival des brigands

Mercredi 5 avril 2023, des avions de chasse, nouvellement acquis par l'armée malienne, survolent, à basse altitude, plusieurs localités du Nord du pays dont Kidal. Et la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) s'en offusque et crie à la provocation comme si ces espaces n'étaient pas maliens. Pour la CMA, ce passage des avions de chasse des FAMa à basse altitude est provocateur.

Mieux, les avions on survolé les positions de la CMA à Ber, Amassine, Anafis et Kidal à des attitudes «délibérément provocatrices», selon la CMA. C'est «une violation patente du cessez-le-feu du 23 mai 2014», selon un communiqué de la CMA, le 5 Avril 2023.

On peut croire que l'habitude de subordination du Mali par la France, pour survoler son propre espace malien, s'était déjà institutionnalisée par une pratique bien huilée, au point que certains ont cru que cette posture était normale. Depuis le 6 Avril 2012 où le MNLA proclamait unilatéralement une indépendance de la CMA, en réalité fantomatique, les groupes armés rassemblés en coordination (CMA), malgré la signature d'un accord de paix en 2015, ont continué de célébrer cette date à Kidal, en y mobilisant des femmes et des enfants pour des défilés et en y organisant des parades militaires avec des colonnes de véhicules de terrain surmontés d'armes lourdes. Une démonstrations des forces armées, comme le ferait un Etat indépendant. Malgré la signature de l'accord de paix en 2015, entre le gouvernement et les groupes armés, la CMA a continué ces manifestations, sans jamais penser qu'elles constituaient une violation du cessez-le-feu, signé le 23 mai 2014.

Le cessez-le-feu cité ci-dessus est intervenu après l'échec du Premier ministre chef de guerre Moussa Mara, à reprendre Kidal aux groupes armés dont le lien avec les groupes djihadistes n'est qu'un secret de polichinelle, «renseignés et ravitaillés par la France», selon le gouvernent malien. La France n'a jamais daigné apporter la contradiction au gouvernement malien qui l'a défiée à la tribune des Nations-Unies en demandant, sans jamais l'obtenir, une séance pour exposer les preuves de ses allégations qui mettent la France d'Emmanuel Macron sur le banc des accusés.

Le défi de retrouver Kidal dans son giron, depuis la tentative ratée de Moussa Mara, est resté une épine dans le pied des Maliens, d'autant que le Président de la Transition au Mali, Assimi Goïta est un militaire recalé aux portes de Kidal sous menace de l'armée française Serval. Ce jour là, celui qui préside aujourd'hui aux destinées du Mali et qui est bardé de faits de guerre, a pleuré à chaudes larmes, comme un enfant à qui on retire son jouet. Le réveil a été brutal pour les Maliens qui n'ont eu d'autre choix que d'ouvrir les yeux aux chandelles bouleversantes de la réalité. Une réalité pondue par Serval aux porte de Kidal et qui finit par rattraper la France d'Emmanuel Macron, sa diplomatie et l'opération Barkhane partout dans le Sahel. Les têtards éclos de la réalité de l'intervention française au Mali escaladent l'Adrar et se rependent dans le reste du Sahel à partir

du centre malien, le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Cameroun, l'Algérie et inévitablement le Niger de Mohamed Bazoum qui, désavoué par l'occident, finira dans l'étau entre celui-ci et son propre armée.

Comme l'armée burkinabé, celle du Niger a appris et sait désormais ce que veut dire terrorisme dans le Sahel, et ce que visent les soi-disant djihadistes; ainsi que la géostratégie qui les soutend: semer et vendre l'insécurité, la guerre à l'intérieur des Etats et dans le Sahel, le chaos, le dépeuplement du Sahel, pour s'accaparer des ressources en quantité et en qualité. Pour arriver à leur fin, les prédateurs entretiennent la robotisation des dirigeants africains du Sahel, qui se transforment en marionnettes pour sacrifier les intérêts de leur peuple au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Tchad. La caricature est pareille au producteur de manioc, de bananes ou de maïs, qu'on contraint à laisser ses champs libres à des singes qui viennent en imposteurs, dévaster son champ prometteur. C'est prendre et confisquer les ressources léguées par les ancêtres et dont on a le devoir de transmettre à ses enfants. Accepter un tel projet pour le sahel, c'est aussi accepter de se réduire en spectateur du ruine de sa personnalité de digne Africain du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad. Suivant la caricature ci-dessus proposée, c'est accepter en tant que propriétaire légitime du champ, de se laisser interpeller par un singe, qui demande des comptes.

Ainsi, se repend une politique permissive dans la société internationale, comme au niveau interne dans le jeu entre administration et administrés, gouvernants et gouvernés, et même entre individus, entre villages, zones et régions. À l'échelle internationale, ce déséquilibre se constate entre Etats qui ont pourtant le même statut devant le droit international.

Si le singe (intrépide dévastateur des récoltes en milieu bamanan) apostrophe le propriétaire du champ, c'est qu'il y a une situation permissive, qui fait du propriétaire un spectateur ; c'est le règne des brigands. La situation ainsi décrite est bien connue des Maliens depuis la première République où le père de l'indépendance Modibo Kéita s'est ainsi exprimé : «Quand les propriétaires deviennent les spectateurs, c'est le festival des brigands».

La formule imagée trouve, hier comme aujourd'hui, sa parfaite illustration dans la gouvernance de notre pays, à différents niveaux. L'imposture des uns et la démission des autres ont fait le lit à des situations permissives : le fonctionnaire qui devient milliardaire, l'opérateur économique adossé au haut responsable politique, administratif ou militaire, qui s'octroient des subventions de l'Etat pour les monnayer à leurs seuls profits et au détriment des populations du Mali ; le leader politique qui use et abuse des missions constitutionnelles du parti pour placer aux postes de responsabilité ses sbires sans compétence pour les "récompenser" (de quelle besogne?) au détriment de la stabilité sécuritaire et économique de l'Etat malien.

L'épidémie des impostures proliférant à tous les niveaux, des groupes ethniques ou communautaires se revendiquent des régions entières au détriment de l'unité nationale, de la cohésion sociale et de la stabilité de l'Etat. Au point qu'on peut se poser la question, à savoir entre les imposteurs à la petite semaine dans l'administration et les citoyens, qui sont au service de qui ?

Si on arrive à se poser une telle question, c'est qu'il y a une confusion des rôles, une maldonne, une méprise pour les populations dont les autorités élues ne devraient être que des serviteurs. Si cela était compris, il n'y aurait pas de fraude électorale qui est la pire des crimes ; on éviterait d'éventuelles revendications irrédentistes chez les senoufos au sud de Sikasso ; des touaregs de Kidal et des peuls du Macina déposeraient les armes. Le gène de la révolte réside dans la mal gouvernance et l'imposture des dirigeants fraudeurs et corrompus sans vergogne, et qui s'enorgueillissent maladroitement ! Il convient de rétablir l'ordre, de couper le nœud gordien de l'imposture politique ; que le propriétaire cesse d'être le spectateur afin que s'arrête le festival des brigands.

B. Daou
Source : Le Républicain

RAMADAN ET DÉLESTAGE : Un vrai casse-tête

Cette année, le mois de Ramadan a coïncidé avec la période de forte canicule. Une période pendant laquelle, les populations font beaucoup recours à l'électricité pour des raisons de température évidentes. Ce souhait, qui relève d'une volonté publique, n'est malheureusement pas satisfait pour les Bamakois, qui assistent impuissants depuis quelques temps à des coupures intempestives d'électricité. Face à la situation, beaucoup de personnes interpellent les plus hautes autorités à prendre des mesures adéquates pour mettre fin au problème tant décrié.

Ce n'est un secret pour personne, pendant le mois de ramadan, l'électricité est très prisée au Mali et singulièrement dans la ville des trois caïmans. Cette dépendance des clients de l'EDM à l'électricité s'explique par le fait que chacun se débrouille non seulement comme il peut pour avoir des rafraîchissements à la rupture du jeûne ; mais aussi pour avoir un endroit bien frais pendant la journée pour mieux passer le jeûne. Chose qui n'est pas totalement évidente dans certains quartiers de Bamako. Quand bien même, depuis un bon moment, cette ville se fait victime des coupures continuelles et récurrentes de l'électricité dans les familles et services.

Un ramadan dur sans électricité-

À Bamako, les délestages électriques surviennent à tout moment et peuvent durer toute une nuit ou toute une journée entière. Un fait que déplorent beaucoup de riverains. Qui dans la plupart du temps soutiennent qu'un ramadan pendant la période de forte chaleur mérite au moins d'être accompagné d'électricité pour aider les jeûneurs.

En effet, le manque d'électricité est fortement déploré sur les réseaux sociaux et dans la société de façon particulière. Mamadou Doumbia, chef de famille s'exprime sur la coupure intempestive qui se passe actuellement dans la capitale : « **L'électricité est tout simplement instable à Bamako. Je crains déjà la suite du mois de ramadan car les jours où il ne va pas pleuvoir, le jeûne sera fort difficile à supporter en raison des coupures d'électricité.** »

Intervenant dans le même sens, Assétou Sidibé, soutient que ce n'est pas du tout chose facile d'obtenir des produits frais pour la rupture à cause du manque d'électricité. D'après elle, la glace est chère de nature mais en cas de délestage, le prix monte en flèche. « **Déjà la glace est très sollicitée en ce moment. Mais dès qu'il y a délestage, les gens ont de la peine à s'en procurer soit par manque soit à cause de son coût élevé. Avec cette situation, les glaces que l'on achète d'habitude à 50 ou 100 sont parfois vendues jusqu'à 150 ou 200 Francs CFA l'unité** » explique-t-elle.

Vendeuse de glace et femme au foyer, Hawa Traoré se dit aussi préoccupée par le problème. De son point de vue, ces coupures incessantes de l'électricité engendrent une perte considérable dans ses affaires. En guise de preuve, la jeune dame fait savoir qu'en cas de coupure, ses glaces prennent du temps avant de congeler. En dehors de l'aspect business, continue-t-elle, « en cas de coupure, passer la journée de jeune est très difficile à cause de la chaleur.»

Pour mieux passer le mois de ramadan de cette année, plusieurs concitoyens interpellent les autorités à solutionner le problème de délestage. Cela, en prenant des mesures durables et efficaces pour le bien de tous.

Siguéta Salimata DEMBELE

Afrique subsaharienne : Le FMI prévoit une croissance de 3,6% en 2023

La croissance économique en Afrique subsaharienne ralentira à 3,6% en 2023, puis accélérera à 4,2% en 2024, a déclaré le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale. L'information a été publiée le mardi 11 Avril 2023.

Prévoyant une reprise difficile pour la plupart des économies mondiales en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 et de la crise ukrainienne, le FMI a estimé que pour les marchés émergents et les économies en développement, les perspectives économiques sont en moyenne plus fortes que pour les économies avancées, bien que ces perspectives varient plus largement d'une région à l'autre.

Cinq pays exportateurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne, à savoir le Nigeria, l'Angola, le Gabon, le Tchad et la Guinée équatoriale, enregistreront un taux de croissance combiné de 3,2% en 2023 et de 3% en 2024, selon le FMI.

Parmi ces cinq pays exportateurs de pétrole et l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, la Guinée équatoriale est le seul pays dont l'économie devrait se contracter de 1,8% en 2023 et de 8,2% en 2024.

Le Sénégal, en Afrique de l'Ouest, devrait enregistrer la plus forte croissance de l'Afrique subsaharienne, soit 8,3% en 2023, et une croissance à deux chiffres de 10,6% en 2024, tandis que le Nigeria, la plus grande économie d'Afrique, devrait afficher des taux de croissance de 3,2% et 3% en 2023 et 2024 respectivement.

L'Afrique du Sud, l'une des économies les plus industrialisées d'Afrique, devrait croître de 0,1% en 2023 et de 1,8% en 2024, selon le rapport du FMI.

D'après les projections du FMI, six pays africains à faible revenu, à savoir l'Ethiopie, la Tanzanie, la République démocratique du Congo, l'Ouganda, le Burkina Faso et le Mali, afficheront des taux de croissance supérieurs à 5% en 2023 et 2024, tandis que parmi les pays à revenu intermédiaire, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Kenya devraient être en tête du peloton avec des taux de croissance de 8,3%, 6,2% et 5,3% respectivement en 2023.

«**Dans les pays en développement à faible revenu, le PIB devrait augmenter de 5,1%, en moyenne, au cours de la période 2023-2024, mais la croissance projetée du revenu par habitant n'est que de 2,8% en moyenne au cours de la période 2023-2024, ce qui est inférieur à la moyenne des économies à revenu intermédiaire (3,2%) et donc en deçà de la trajectoire**

nécessaire pour que les niveaux de vie convergent avec ceux des économies à revenu intermédiaire », a indiqué le FMI.
Le FMI a ajouté que plus d'un an après le début de la crise ukrainienne et l'apparition de variants plus contagieux du nouveau coronavirus, de nombreuses économies continuent d'absorber les chocs, tandis que le récent resserrement des conditions financières mondiales entrave également la reprise.
« **En conséquence, de nombreuses économies devraient connaître un ralentissement de la croissance des revenus en 2023, dans un contexte de hausse du chômage [...]. A moyen terme, les perspectives de croissance semblent plus sombres qu'elles ne l'ont été au cours des dernières décennies** », a conclu le FMI.
Les Etats-Unis veulent aider les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest confrontés à la progression djihadiste
Les Etats-Unis préparent une aide à long terme pour la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo, menacés par une extension des violences djihadistes du Sahel aux régions côtières d'Afrique de l'Ouest, ont indiqué vendredi des responsables du département d'Etat.
Ces responsables ont affirmé à l'AFP qu'un soutien occidental était également crucial pour empêcher la progression dans les pays du Sahel des mercenaires de la société de sécurité privée russe Wagner, déployés notamment au Mali - bien que les colonels au pouvoir à Bamako les présentent comme des « **instructeurs** » militaires. La vice-présidente américaine Kamala Harris, en visite au Ghana en mars dans le cadre des efforts croissants déployés par les Etats-Unis en Afrique, a promis 100 millions de dollars sur 10 ans pour renforcer la résilience des régions côtières d'Afrique de l'Ouest. Le département d'Etat cherche également à obtenir des fonds supplémentaires, notamment dans le cadre du budget de lutte contre le terrorisme.
« **C'est un sujet de préoccupation pour nous en raison des capacités des gouvernements en place qui n'ont jamais été confrontées à une telle menace** », a déclaré Michael Heath, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique de l'Ouest. « **Nous essayons de voir de quels outils ils ont besoin", a indiqué M. Heath, rentré récemment d'un voyage dans la région avec d'autres responsables du département d'Etat afin d'évaluer les besoins. S'agissant du groupe Wagner, "ils ne sont pas encore présents dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest mais nous savons qu'ils recherchent des occasions de profiter de l'instabilité partout où ils la trouvent** », a-t-il indiqué.
Les responsables du département d'Etat américain estiment que les zones côtières d'Afrique de l'Ouest ne pourraient être gagnées par la violence qu'en cas de débordement en provenance du nord, dans la bande sahélienne, mais rappellent que l'instabilité peut se nourrir de facteurs locaux et de rivalités pour les ressources aggravées par le changement climatique. « **Nous voulons évidemment aider les gouvernements qui sont plus intéressés par une approche globale et une bonne gouvernance à traiter les problèmes du nord (de leur territoire), où les ressources sont plus limitées** », a fait savoir Gregory LoGerfo, un haut fonctionnaire du département d'Etat chargé de la lutte contre le terrorisme qui participait à ce voyage.

Binandjan Doumbia

Le piège de la dette : L'éternelle antienne contre la Chine

Alors que l'Initiative "la Ceinture et la Route" lancée par la Chine va célébrer son 10e anniversaire en 2023, avec des résultats tangibles dans presque tous les continents, certains contempteurs n'ont pas trouvé mieux que d'affirmer qu'elle a endetté davantage les pays africains. Selon un rapport publié par le directeur des partenariats et des communications d'AidData, Alex Wooley, "la Ceinture et la Route" a été utilisée pour accorder des "prêts de sauvetage d'urgence" à des pays en difficultés de remboursement. Ledit rapport stipule que moins de 5 % du portefeuille de prêts à l'étranger de Beijing a soutenu les pays emprunteurs en difficulté en 2010, mais ce chiffre a grimpé à 60 % en 2022. Alex Wooley soutient que "la Chine a réagi à la vague croissante de surendettement en s'éloignant des prêts aux projets d'infrastructure et en intensifiant les opérations de soutien à la liquidité". Pour lui, près de 80 % de ses prêts de sauvetage d'urgence ont été émis entre 2016 et 2021. En lisant attentivement cette étude, l'on voit clairement qu'elle occulte une grande part de la réalité pour ressasser à nouveau l'éternel piège de la dette dans laquelle la Chine semble entraîner l'Afrique depuis des lustres. Si ce piège était si réel et si redoutable, il aurait déjà fait des désastres depuis que l'on en parle. Christoph Trebesch, co-auteur de l'étude, estime, pour sa part, que leurs "résultats ont des implications pour le système financier et monétaire mondial" qu'ils voient "devenir plus multipolaire, moins institutionnalisé et moins transparent". Si l'on s'inquiète tant pour l'Afrique qui serait tombée dans une trappe de la dette, pourquoi se lamenter du fait que le système financier et monétaire mondial serait en train de devenir multipolaire ? Les auteurs de ce rapport, s'ils sont animés d'une certaine objectivité, devraient applaudir la multipolarisation du système financier et monétaire mondial qui serait à l'avantage de tous. Pourquoi vouloir que le système soit entre les mains des mêmes et qui dicteraient leurs volontés aux autres ? En quoi un système unipolaire est-il plus transparent qu'un système multipolaire ?

C'est faire preuve d'une aberration que d'occulter les réalisations d'infrastructures dont a bénéficié l'Afrique dans le cadre de sa coopération avec la Chine. Ceux qui se targuent d'être les partenaires de premier plan du continent africain y ont plutôt mené pendant plusieurs décennies une politique de prédation des ressources. Voyant qu'ils sont en train de perdre toute crédibilité en Afrique, ils veulent à tout prix présenter la Chine comme un épouvantail afin de préserver leurs privilèges. La Chine, dans son rapport avec l'Afrique, a toujours insisté sur un partenariat gagnant-gagnant. Elle a voulu aider l'Afrique à combler son retard en termes d'infrastructures à travers des initiatives concrètes. Dans la dynamique du Forum sur la coopération sino-africaine, le développement socioéconomique dans bon nombre de pays africains a connu un bond qualitatif. Les statistiques indiquent que depuis la création du Forum sur la coopération sino-africaine, les entreprises chinoises ont construit et modernisé en Afrique plus de 10 000 kilomètres de voies ferrées, près de 100 000 kilomètres de routes, près de 1 000 ponts, près de 100 ports et un grand nombre d'hôpitaux et d'écoles. Plus de 4,5 millions d'emplois ont été créés. En 2021, le volume total des échanges entre la Chine et l'Afrique a dépassé 250 milliards de dollars. Selon les statistiques officielles des États-Unis, en 2021, la valeur totale des exportations américaines vers l'Afrique est estimée à 26,7 milliards de dollars américains, et la valeur totale des importations américaines de non-marchandises, à de 37,6 milliards de dollars américains, les deux étant nettement inférieurs à ceux de 2011.

Principe d'ouverture et de transparence

Pour revenir à la quête de la dette, la Chine s'est toujours montrée disponible pour accompagner l'Afrique. Elle mène une coopération en matière d'investissement et de financement avec les pays en développement sur la base du principe d'ouverture et de transparence en se conformant aux lois du marché et aux règles internationales. Il n'a jamais été question de forcer aucune partie à emprunter de l'argent, ni à rembourser une dette, encore moins à imposer des conditions aux accords de prêts. C'est dans un esprit de concertation et de consultation et sur la base des priorités de ses partenaires africains et autres que la Chine

concentre ses investissements étrangers. Sa coopération financière sur les infrastructures, la production et la construction vise à aider les pays en développement à améliorer leurs capacités de développement qui s'inscrit dans la durée.

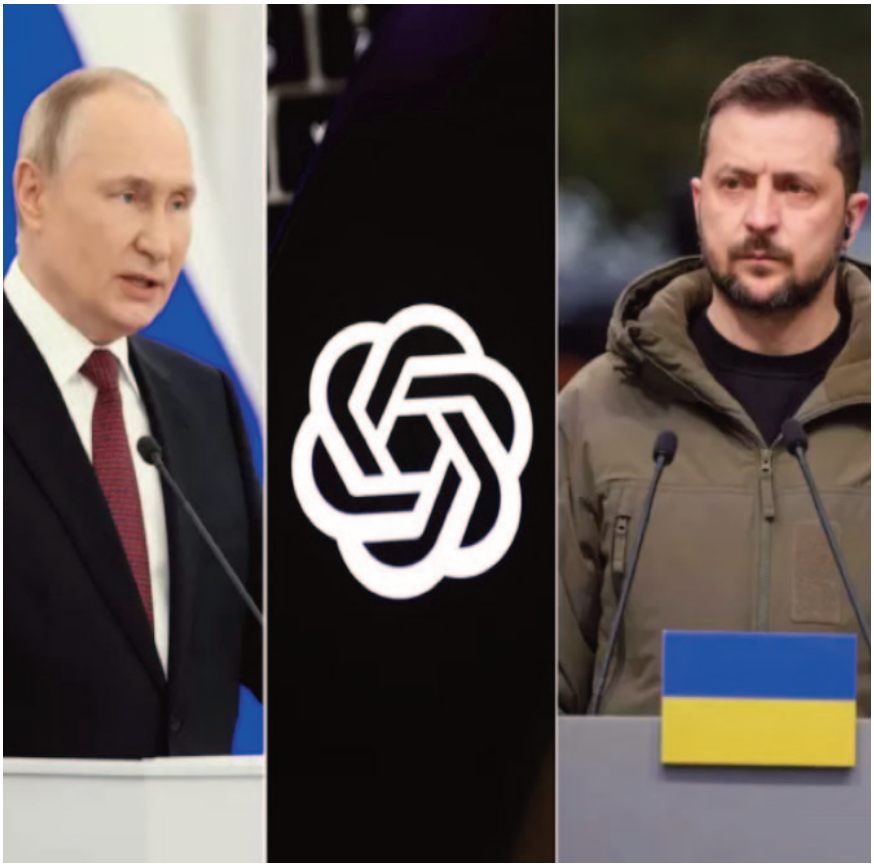
La mise au point de la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning, à propos du remboursement des dettes a été suffisamment claire. "Affecté par de nombreux facteurs externes, le risque d'endettement des pays en développement a considérablement augmenté ces dernières années. Certaines personnes profitent de l'occasion pour vanter les mérites du soi-disant 'piège de la dette' et 'des prêts opaques' en Chine, et verser de l'eau sale sur la Chine. Nous ne l'accepterons jamais. La Chine s'est toujours engagée à soutenir le développement économique et social des pays en développement. L'insuffisance des fonds est le goulot d'étranglement qui limite la prospérité et la revitalisation de nombreux pays", a-t-elle souligné.

Vouloir à tout bout de champ exhiber la question de la dette pour discréditer un partenaire qui fait mieux que les autres en termes d'investissements et de coopération, c'est faire preuve d'une myopie devant une réalité qui parle d'elle-même. La Chine, contrairement à d'autres qui se sont lancés dans des aventures guerrières pour imposer "la démocratie" et "les droits de l'Homme", a toujours mis en priorité les questions de développement, garantes de la stabilité et de la paix au monde. Les propos de l'ancien président américain, Jimmy Carter, sont encore d'actualité : "(...) Nous avons gaspillé 3 000 milliards de dollars en dépenses militaires. La Chine n'a pas gaspillé un centime pour la guerre, et c'est pourquoi elle est en avance sur nous dans presque tous les domaines. Et si on avait pris 3 000 milliards pour les mettre dans les infrastructures américaines, nous aurions un chemin de fer à grande vitesse..." Voilà qui est au moins clair. Il faudra désormais trouver d'autres arguments plus convaincants que le piège de la dette pour discréditer la Chine.

Source : français.cgtn.com

Guerre russo-ukrainienne : Chatgpt présente sa solution pour mettre fin à la guerre en Ukraine

Un quotidien allemand a demandé au logiciel ChatGPT de tenter d'établir un accord de paix équilibré entre l'Ukraine et la Russie susceptible de convaincre les deux pays belligérants et de mettre ainsi fin au conflit. La proposition de l'intelligence artificielle en a de nouveau étonné plus d'un, relate Le Courrier international.



Le conflit russo-ukrainien est-il définitivement insoluble? En l'absence de domination incontestable d'un camp ou de l'autre, aucun interlocuteur, ni la France, ni la Turquie, ni la Biélorussie, ni même la Chine, ne semble en tout cas en mesure d'encourager les belligérants à se réunir autour de la table des négociations. Le cas échéant, encore faudrait-il que le traité de paix proposé soit de nature à les convaincre de déposer les armes. Le quotidien allemand "Berliner Zeitung" a dès lors posé la question à ChatGPT.

Le conflit russo-ukrainien est-il définitivement insoluble? En l'absence de domination incontestable d'un camp ou de l'autre, aucun interlocuteur, ni la France, ni la Turquie, ni la Biélorussie, ni même la Chine, ne semble en tout cas en mesure d'encourager les belligérants à se réunir autour de la table des négociations. Le cas échéant, encore faudrait-il que le traité de paix proposé soit de nature à les convaincre de déposer les armes. Le quotidien allemand "Berliner Zeitung" a dès lors posé la question à ChatGPT.

Source: https://www.7sur7.be/

Mercato FOOT : Les vues du PSG sur la première League

Après un nouvel échec face au Bayern Munich cette saison en Ligue des Champions, le Paris Saint-Germain s'active de nouveau pour relancer son projet grâce au mercato.
Alors que le départ de Lionel Messi, en fin de contrat en juin prochain, semble proche, c'est du côté des arrivées que le club parisien s'active. Si plusieurs pistes menant à des jeunes internationaux français sont évoquées, Randal Kolo Muani en tête, le PSG a également de sérieuses vues sur la Premier League.

A commencer par N'Golo Kanté !

Les Rouge et Bleu voient toujours d'un très bon oeil une éventuelle arrivée de N'Golo Kanté pour densifier le milieu de terrain et apporter une touche d'expérience à un secteur de jeu très critiqué cette saison.
Selon les informations, le club français est entré en contact depuis quelques semaines avec le joueur de Chelsea, en fin de contrat, et est très sérieusement sur le dossier. Si le départ de Graham Potter a sans doute rebattu les cartes, le club londonien espère, pour autant, toujours le conserver pour son expérience.

Le Marocain Hakim Ziyech

Un autre nom qui revient avec insistance depuis son transfert avorté dans les dernières heures du mercato hivernal, celui d'Hakim Ziyech. L'international marocain (51 sélections) joue peu avec les Blues, voire plus du tout depuis le mois de mars dernier.
Si l'arrivée de l'intérimaire Frank Lampard peut faire évoluer son cas, il n'était pas de la partie le week-end dernier face aux Wolves (0-1). Selon nos informations, le PSG apprécie toujours le récent demi-finaliste de la Coupe du monde 2022. Un probable départ de Christophe Galtier devrait là encore faire évoluer son cas, dans un sens comme dans l'autre.

Anthony Martial

Dernier dossier chaud dans le sens PSG - Premier League, celui d'un international français en manque de temps de jeu. Entre banc et blessures à répétition, Anthony Martial pourrait quitter Manchester United l'été prochain.
Le numéro 9 mancunien est, selon nos informations, dans le viseur du PSG, qui suit avec attention sa situation. L'international français (30 sélections), qui avait explosé avec l'AS Monaco, pourrait bien se relancer en Ligue 1 la saison prochaine.
Formé aux Ulis en région parisienne, Anthony Martial (27 ans) avait déjà été associé à plusieurs reprises avec une potentielle arrivée à Paris. Reste à savoir si le PSG passera bel et bien à l'action l'été prochain.

Aichatou Sanogo

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous agissez avec instinct, énergie ou agressivité dans vos actes professionnels et cela vous réussit. Vous réformez en profondeur les domaines qui en ont besoin et vous pouvez ainsi accéder à un niveau supérieur. On reconnaît votre mérite et on vous félicite.
Votre besoin de sécurité matérielle est quelque peu malmené actuellement. Des bouleversements se profilent alors que vous n'aviez rien vu venir. Ceci vous inquiète un peu, mais vous n'y pouvez rien. Attendez de voir où ça vous mène.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vos compétences et vos qualités sont mises à profit, le domaine professionnel est bien représenté, puisque aujourd'hui vous gagnez à être connu. Même s'il faut encore attendre pour profiter d'un peu de répit, des opportunités sont présentes.
On peut dire que pour faire grossir vos revenus, vous vous démenez. De cette façon vous pouvez aisément vous projeter dans l'avenir et assurer le futur de vos proches l'esprit serein. Aujourd'hui, vous n'avez pas de stress côté finances.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre travail sera entaché par votre mauvaise humeur du jour ! Vous avez tendance à vous froisser pour un rien avec vos collègues, spécialement les femmes. Vous seriez même enclin à compliquer les choses par pur plaisir ! Respirez profondément et détendez-vous !
Vous avez envie de vous faire plaisir aujourd'hui ! Et si vous vous accordiez une journée shopping par exemple, ça pourrait vous détendre ? Vous avez envie de faire des folies ! Mais attention à votre budget. Restez raisonnable !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une déception arrive dans votre parcours. Le travail apporte peu de satisfaction à part vous rassurer. Vous gardez le poste parce qu'il amène une régularité de salaire. La prudence est conseillée. Avec Saturne en Capricorne, des concessions continuent.
Gardez du budget. Le salaire est suffisant, mais vous craignez de perdre votre place. Cette peur finit par vous forcer à réaliser des économies. La journée est idéale pour fantasmer sur des accessoires. Un peu de patience pour retrouver l'équilibre.

Lion (22 juillet - 23 août)

Avec Uranus en opposition à Mars, vous pourriez avoir un sentiment de révolte. Sûrement que vous aurez du mal à refréner vos émotions et vos sautes d'humeur. Il faudra bien pourtant préserver ce qui peut encore l'être.
Avec la Lune noire en transit dans votre maison financière, tout est possible, des retournements de situation, des bonnes et des mauvaises nouvelles. Tout change et il faut s'adapter du mieux que vous pouvez.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Grâce aux astres, les projets professionnels bénéficient d'une belle progression, vous n'en attendiez pas tant, vos efforts sont récompensés. Vous trouvez des appuis utiles, si vous dirigez vos propres affaires, une évolution inattendue se présente.
La chance se manifeste dans vos finances, ne passez pas à côté, car ce n'est pas sûr qu'elle se représente de sitôt. Commencez donc à réfléchir à un placement ou un investissement pour le futur, vous n'avez pas de temps à perdre. Il faut agir.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous pourriez avoir quelques discussions désagréables avec vos collègues au travail. Passez à autre chose, n'arguez pas, ce n'est pas votre jour ! Vous avez un peu tendance à bâtir des châteaux en Espagne en ce moment et on vous le fait savoir.
Vous êtes un champion pour les négociations financières ! Vous arrivez facilement à convaincre vos partenaires et réussissez à charmer vos adversaires ! Vos stratégies s'avèrent payantes, vous êtes très fort ! Votre entourage vous admire.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les activités actuelles fatiguent. Votre décision de prendre un nouveau poste est définitive. Mais vous avez besoin d'être rassuré sur cette future place. Écoutez les avis de collègues chevronnés. Ils vous aiguillent. Ayez confiance aussi en vos compétences.
Pensez à ne pas craquer si vous faites du shopping. Vous cédez devant les articles de mode. Le désir de plaire entraine des dépenses. Pensez à payer en plusieurs fois. Des produits peu dans vos cordes vous tentent. Vous avez en effet des goûts de luxe !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous allez sûrement laisser couler au bureau et essayer de passer le temps autrement qu'en travaillant. Vous allez peut-être revendiquer certains avantages que vous estimez nécessaires aux salariés. Vous avez une âme de syndicaliste par moments.
Avec Saturne carré à Mars, vos finances n'iront sûrement pas dans le sens que vous aviez projeté. Mars empêche et Saturne frustre. C'est vous dire qu'il faut vous armer d'un peu de patience avant de toucher la récolte de votre travail.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Un petit nuage pourrait venir assombrir votre ciel professionnel. En effet, les choses ne vont pas aussi bien que vous l'espériez. Une signature de contrat qui tarde à tomber, une proposition d'embauche qui prend du retard, vous êtes très impatient.
Restez zen si une somme d'argent que vous attendez depuis de nombreuses semaines tarde à venir. Ce serait vous fatiguer que de courir sans cesse après. Certes, vous aimeriez que cette histoire soit close, mais vous êtes fixé dessus en permanence.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Dans votre travail, Mars en milieu du ciel vous apporte une grande énergie. Vous vous sentez combatif et plein d'entrain. Des sautes d'humeur pourraient survenir au bureau, isolez-vous un peu et reprenez-vous. Vous êtes un peu capricieux aujourd'hui.
Des transformations dans le domaine de vos finances apparaissent. Vos bonnes intuitions vous sont favorables et votre niveau de vie pourrait s'en ressentir. Vous avez fait des choix judicieux qui portent leurs fruits à présent. Vous faites des envieux !

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous risquez de vous heurter à une illusion importante. Le poste que vous envisagez peut vous passer sous le nez. La chance semble tourner. Vous voilà de nouveau dans le flou. Des déceptions sont à venir. Elles s'adressent au secteur professionnel.
Les dépenses sont importantes. Elles concernent différentes petites choses. Des factures peu élevées avec des gadgets se cumulent. Au final, la note est assez salée. Vous devez passer en priorité, les achats indispensables. La raison doit reprendre le dessus.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com